



## Alain Juppé : « Si nous continuons comme ça, nous allons vers la guerre civile »



Alain Juppé, candidat Les Républicains à la primaire à droite, dans son bureau de campagne, boulevard Raspail, à Paris, le 21 septembre 2016. GUILLAUME HERBAUT / INSTITUTE POUR LE MONDE

Héruit de « *l'identité heureuse* », Alain Juppé met en garde en garde contre l'hystérisation du débat sur l'islam, dans un contexte sécuritaire tendu. « *Si nous continuons comme ça, nous allons vers la guerre civile* », s'alarme-t-il dans un long entretien au *Monde*. Immigration, sécurité, identité... Le favori de la primaire à droite condamne « *le durcissement* » du discours de Nicolas Sarkozy, en soulignant le manque de « *cohérence* » de son principal rival. Le maire de Bordeaux se pose, à l'inverse, comme un « *rassembleur* », capable de « *rassurer* » les Français. Face à la pression du FN, il se considère comme le mieux à même de « *battre largement* » Marine Le Pen au second tour de la présidentielle.

Soutenez-vous le plan du gouvernement pour démanteler la « jungle » de Calais et répartir les migrants sur l'ensemble du territoire français ?

**Alain Juppé** : Sous plusieurs réserves : tout d'abord, il faut remettre en cause les accords du Touquet, signés en 2003. Il est aujourd'hui inacceptable que la Grande-Bretagne nous laisse accueillir sur notre sol des personnes dont elle ne veut pas chez elle ! Il faut placer la frontière de l'autre côté du tunnel. Ensuite, il faut distinguer parmi les occupants de la « jungle » de Calais, ceux qui ont vocation à rester parce qu'ils sont demandeurs d'asile et ceux qui sont en situation illégale. Ces derniers doivent être reconduits dans leur pays. Les demandeurs d'asile

doivent eux être répartis par petits groupes – pas plus de vingt ou trente familles – sur le territoire national. Et leur demande doit être examinée rapidement pour déterminer ceux qui sont éligibles à l’asile politique. Les autres devront, eux aussi, partir. En attendant, il faut gérer cela avec précaution, en bonne intelligence avec les communes.

« Il faut absolument apaiser le climat qui règne aujourd’hui en France. Le simple mot de “musulman” suscite une hystérie disproportionnée »

Etes-vous inquiet du sentiment de rejet que provoque la question des migrants ?

Il faut absolument apaiser le climat qui règne aujourd’hui en France. Le simple mot de « musulman » suscite une hystérie disproportionnée ! Bien sûr, je mesure la gravité de la situation. La dernière enquête de l’Institut Montaigne montre que plus des deux tiers des musulmans de France acceptent les lois de la République. Mais un quart d’entre eux ne le font pas. Il y a là une action majeure de déradicalisation à entreprendre, avec les responsables de la communauté musulmane. Mais lorsque de l’autre côté, certains commentateurs expliquent qu’il faut interdire les prénoms qui n’ont pas une consonance gauloise, ça devient absurde. Aux Invalides, lundi, ont été cités les prénoms des victimes des attentats : j’ai aussi entendu des « Myriam », « Fatima », « Mohamed »... Il faut calmer le jeu. Si nous continuons comme ça, nous allons vers la guerre civile. Moi, je veux la paix civile.

Y a-t-il à droite deux lignes distinctes sur la question ?

Au sein de ma famille politique, il y a une divergence d’approche assez profonde entre ceux qui considèrent que la religion musulmane est par essence incompatible avec la République et ceux qui, comme moi, considèrent qu’il ne faut pas faire d’amalgame. Un musulman n’est pas un terroriste. Je l’ai dit, la majorité d’entre eux est prête à respecter les règles de la République. De manière générale, il y a ceux qui ressassent le passé et ceux qui regardent l’avenir. Moi, je préfère parler aux jeunes Français de la transformation numérique du monde ou des nouveaux modes de développement économique qu’il faut inventer pour lutter contre le réchauffement climatique, dont nous sommes responsables. Je ne veux pas ressasser indéfiniment l’histoire.

Nicolas Sarkozy défend aujourd’hui une ligne assimilationniste, et estime que quand quelqu’un devient français, ses ancêtres sont les Gaulois...

Il déclarait exactement le contraire il y a quelques années. En Nouvelle-Calédonie ou en Polynésie, j’ai rencontré des Français très attachés à leur pays. Il ne me serait pas venu à l’idée de leur dire qu’ils étaient gaulois ! C’est vraiment une polémique d’un autre âge.

Lire aussi : [Nicolas Sarkozy ou la spirale populiste](#)

De manière générale, il y a dans une partie de la droite la tentation de revenir à un « roman national ». Quelle est votre vision de l'Histoire ?

Pour moi, l'histoire n'est pas un roman, c'est une science humaine, donc pas forcément exacte, mais c'est une science. Ce n'est certainement pas aux responsables politiques d'écrire l'histoire. Laissons ça aux historiens.

Le débat de la primaire se joue essentiellement sur la question de l'identité pour le moment. Le déplorez-vous ?

C'est une question que les Français se posent, donc elle est importante. Je l'aborde à ma manière, et je ne crains rien de ce débat. Tout s'est noué autour de l'objectif que je me fixe, celui de retrouver notre identité heureuse. Je mesure parfaitement les difficultés et les peurs des Français. Mais je n'en démordrai pas, je ne serai pas un prophète de malheur. Je veux donner aux Français une espérance dans l'avenir. L'identité heureuse n'est pas un constat, c'est un objectif.

Lire aussi : [A Strasbourg, Alain Juppé assume l'« identité heureuse »](#)

M. Sarkozy a droitisé sa campagne et vous accuse d'angélisme. Que lui répondez-vous ?

Je n'ai pas à répondre à cela. Toutes les campagnes électorales sont propices à un durcissement des positions des uns et des autres. D'une certaine manière, j'ai aussi durci la mienne, en persistant et en signant sur l'identité heureuse. Je vois que la capacité à se contredire est extrêmement répandue. Nicolas Sarkozy évoque, par exemple, le principe de précaution pour lutter contre le terrorisme, alors qu'il promet de le supprimer en matière environnementale. Où est la cohérence ? J'essaie de proposer des réformes efficaces, réalistes et faisables, et de garder le cap que je me suis fixé, celui de la confiance et du rassemblement. J'attends avec gourmandise la comparaison des programmes.

Récemment, vous vous êtes agacé après une question sur votre référence à des « accommodements raisonnables » avec la laïcité...

C'est de la mauvaise foi. J'ai fait une référence au concept québécois, en disant : « *Il existe des accommodements raisonnables.* » Je parle d'un pays qui n'a pas du tout la même conception de la laïcité que nous. Cela dit : est-ce qu'il faut être déraisonnable ? Imposer aux enfants de manger du porc à la cantine quand ils n'en veulent pas ? C'est déraisonnable. Il faut faire preuve de bon sens et ne pas verser dans une laïcité extrémiste. Quand on veut

retirer les crèches des mairies qui ont l'habitude d'en faire, ce n'est pas raisonnable non plus. On va aussi démonter tous les signes religieux de l'espace public ? Démonter les statues de la Vierge Marie ou abattre les calvaires au coin des carrefours ? On est en train de devenir fous.

**Vous proposez un code de la laïcité. Que mettez-vous dedans ?**

Je propose la rédaction d'une charte de la laïcité. C'est un texte qui réunira les grandes lois relatives à la laïcité et le rappel de grands principes comme celui de l'égalité entre les hommes et les femmes. Après, on le décline au cas par cas. J'ai toujours approuvé le texte sur l'interdiction du port de signes religieux à l'école. Sur le niqab, le Conseil d'Etat avait exprimé sa position : il doit être interdit non pour des raisons religieuses, mais parce qu'il est contraire à la nécessité d'identifier les visages sur la voie publique. Se pose ensuite la question du voile à l'université, puis du « burkini », un jour viendra celle de la jupe longue... Il faut un accord global entre les musulmans de France et la République pour fixer les règles du jeu. C'est cette démarche qui sera efficace.

**Avec qui passer cet accord ?**

La grande difficulté, c'est, en effet, de trouver le cosignataire. L'enquête de l'Institut Montaigne est inquiétante : la légitimité du CFCM et des personnalités sur lesquelles nous nous appuyons est faible. Les musulmans qui ont envie de lutter contre cette radicalisation, doivent s'organiser. Je leur lance un appel : ils sont les seuls à pouvoir le faire. La majorité silencieuse des musulmans est aux antipodes de toute radicalisation. Qu'elle le dise et qu'elle se structure !

**Que proposez-vous dans la lutte contre la radicalisation ?**

Cela passe en particulier par les prisons, qui sont de vrais incubateurs. Je trouve scandaleux que le gouvernement commence seulement à s'interroger sur le fait de savoir s'il faut construire des places de prison, alors que les conditions de détention sont indignes, à cause d'une surpopulation carcérale chronique. Je propose la création de 10 000 nouvelles places et le lancement, sous l'autorité du ministre de la justice, d'une police pénitentiaire qui ferait du renseignement dans les prisons et qui soutiendrait les surveillants. Enfin, il faut des quartiers de déradicalisation.

**En matière de lutte contre le terrorisme, êtes-vous pour l'enfermement préventif des fichés « S », comme le propose M. Sarkozy ?**

Tous les spécialistes considèrent que ce débat est dénué de sens. D'abord car tous les fichés « S » ne le sont pas forcément parce qu'ils ont des liens avec le terrorisme. Ensuite, comme dans la lutte contre la grande criminalité, on peut parfois avoir intérêt à laisser des gens en liberté, mais sous surveillance, pour démanteler des réseaux. Enfin, pour les plus dangereux, je suis favorable à des mesures privatives de liberté. On peut le faire provisoirement dans le cadre de l'état d'urgence en les assignant à résidence. On pourrait aussi les placer en centre de rétention à la condition qu'un juge judiciaire valide la privation de liberté. C'est ma ligne rouge. Sinon, on tombe dans un système à la Guantanamo, où on met des gens en prison sans aucune preuve, sans aucune intervention du juge et sans aucun délai de rétention. Je ne veux pas de Guantanamo à la française !

« On peut faire des effets de manches avant l'élection mais personne ne va violer la Constitution ! »

M. Sarkozy promet de modifier la Constitution pour faire interdire le « burkini », d'adapter l'Etat de droit pour pouvoir enfermer des fichés « S » de manière préventive ou de s'affranchir de la Cour européenne des droits de l'homme pour suspendre le regroupement familial...

On peut faire des effets de manches avant l'élection mais, au final, personne ne va violer la Constitution ! Par ailleurs, qui imagine la France sortir de la Convention européenne des droits de l'homme ?

**Cela signifie-t-il que vous ne toucherez pas à la Constitution, même pour adapter les institutions ?**

Je n'ai pas envie de bouleverser les institutions et je ne vais pas m'embarquer dès 2017 dans une réforme de la Constitution. Il faut revenir à une pratique institutionnelle où le président prend de la hauteur. Il ne faut pas supprimer le poste de premier ministre, qui doit diriger le gouvernement et piloter la majorité parlementaire. Ce que je veux changer, en revanche, c'est le fonctionnement du gouvernement pour mettre fin à l'instabilité ministérielle. Je veux des ministres stables sur la durée du quinquennat, qui dirigent vraiment leur administration.

**Sur les questions économiques, qu'est-ce qui vous différencie de vos rivaux ?**

Il existe des différences sur l'ampleur des réformes à réaliser et sur la question du sérieux budgétaire. Certains pensent qu'on peut laisser filer les déficits. Ce n'est pas mon avis. Ce n'est pas pour faire plaisir à Bruxelles, c'est pour l'avenir de nos enfants ! Notre niveau de dette est difficilement supportable et nous fragilise car il suffirait que les taux d'intérêts augmentent d'un point pour que la situation soit intenable.

## Respecterez-vous la règle des 3 % de déficit ?

Mon objectif, c'est l'équilibre structurel. Encore faut-il savoir exactement où nous en sommes ! Après l'élection, on ne sera pas à 2,7 % de déficits mais plutôt à 3,5 % si on additionne toutes les promesses du gouvernement. Je demanderai à la Cour des comptes de faire un état des lieux rapide et précis. A partir de là, je définirai sur cinq ans mes objectifs de politique fiscale. Je ferai aussi une trajectoire sur les dépenses et les économies à réaliser. Pour rassurer nos partenaires sur notre crédibilité, j'engagerai dès le début de mon quinquennat les réformes de structure majeures qui ont trop longtemps été repoussées, comme celle de la retraite à 65 ans ou l'assouplissement du marché du travail. En tout, je compte réaliser 80 milliards d'euros d'économie, qui permettront de financer 30 milliards d'allègements d'impôts et de réduire de 50 milliards le déficit structurel.

Lire aussi : [Quand la droite oublie les 3 % de déficit](#)

## François Hollande vous accuse de vouloir casser le modèle social...

Ce qui casse le modèle social, c'est d'avoir 600 000 chômeurs en plus depuis quatre ans et 24 % de jeunes sans emploi. Je n'ai pas du tout l'intention de casser le modèle social français. Mais pour le consolider, nous devons nous assurer que le principe de responsabilité est à égalité avec celui de solidarité. Il faut lutter contre les abus, en instaurant la dégressivité des allocations-chômage ou en s'assurant que l'ensemble des minima sociaux ne permettent pas d'avoir un niveau de vie supérieur à celui d'un travailleur au smic. Dans le domaine de la santé, il faudra également supprimer l'aide médicale d'Etat pour les étrangers lorsque cela ne concerne pas une intervention d'urgence.

## La remontée de Nicolas Sarkozy dans les sondages vous inquiète-t-elle ?

Les sondages sur la primaire sont incertains, mais ils dessinent une tendance sur la durée, qui est encourageante, particulièrement au second tour où tout se jouera. J'expliquerai sans relâche que tout le monde pourra voter les 20 et 27 novembre, et que l'enjeu sera majeur. « Je suis le seul qui peut devancer Marine Le Pen au premier tour, et la battre largement au second »

Vous considérez-vous comme la meilleure chance de la droite de battre Marine Le Pen en 2017 ?

Si j'en crois les sondages, je suis le seul qui peut la devancer au premier tour de la présidentielle, et la battre largement au second. C'est très important pour l'avenir, et cela comptera dans le choix des électeurs de la droite et du centre en novembre, puis dans le choix des Français l'an prochain.

On vous accuse de surfer sur le rejet de Nicolas Sarkozy, sans provoquer de réelle adhésion à votre programme. Il y a, par exemple, peu de ferveur dans vos meetings, est-ce rédhibitoire pour l'emporter ?

Qui dit cela ? Depuis plus de deux ans, je suis reçu partout en France avec respect et curiosité. Je perçois une forte adhésion à mon discours sur l'espérance, sur le fait que la France n'est pas fichue, que notre pays peut rebondir et que l'on peut vivre en harmonie en conciliant notre unité et notre diversité... Je provoque sans doute moins d'hystérie mais plus d'enthousiasme. Les Français ont besoin de confiance et d'être rassurés par un homme d'expérience, qui cherche à les rassembler. La réponse à l'inquiétude, ce n'est pas le clivage mais le rassemblement et la paix civile.

Avez-vous des nouvelles de Jacques Chirac ?

Je suis très préoccupé. Je pense très fort à lui, je suis en liaison avec sa famille. C'est une période difficile mais j'espère de tout cœur qu'il rebondira comme il l'a fait par le passé.

Quelle est la nature de votre relation avec lui ?

Nous avons créé au fil des années, depuis quarante ans, une relation très particulière, de confiance et d'affection. C'est un lien quasiment filial. Nous avons quinze ans de différence, ce n'est pas tout à fait mon père mais presque, et aucune épreuve ne nous a séparés. Je ne lui ai jamais failli, il ne m'a jamais failli.

Quelle trace laissera-t-il dans l'histoire ?

Il est parmi nous, le temps du jugement de l'histoire n'est pas venu. Je retiens de sa présidence sa décision courageuse sur la guerre en Irak, le discours puissant sur la rafle du Vél' d'Hiv, l'alerte lancée à Johannesburg sur l'état de la planète... et tant d'autres choses encore !

« Jacques Chirac incarne une sorte de père de la nation »

Tous les candidats à la primaire, même ceux qui l'ont parfois affronté, lui rendent aujourd'hui hommage. Cela vous étonne-t-il ?

Les Français savent bien quels sont ceux qui, dans la classe politique, lui ont toujours été fidèles. La relation entre Jacques Chirac et les Français est extrêmement affective. Il incarne une sorte de père de la nation. Un personnage qui a cherché à rassembler les Français, qui les a respectés, qui n'a pas cherché à les monter les uns contre les autres. C'est ce que les Français attendent aujourd'hui et c'est pourquoi, à mon sens, ils se rattachent à sa figure.

Vous considérez-vous comme son héritier, comme le premier des chiraquiens ?

Un héritage politique s'incarne et ne se proclame pas. Jacques Chirac a déjà exprimé son sentiment à mon égard avec beaucoup d'affection, et j'en suis particulièrement fier. Cet attachement me guide tous les jours dans la démarche qui est la mienne.

Source: LE MONDE | 23.09.2016 à 11h12 par [Alexandre Lemarié](#) et [Nicolas Chapuis](#)